

Reportage. " L'Expansion " est allé à la rencontre des habitants de ces bassins à sec de main d'œuvre et qui regorgent d'activité. Pays de la Loire, Alsace, Ile-de-France : plongée dans une nouvelle France, celle des ouvriers qui consomment, des cadres optimistes, des DRH désespérés.

" Louis Vuitton, bonjour ! C'est pour un entretien ? OK , Lundi 18 heures. "

L'usine est sortie de terre il y a un an tout juste, les arbustes poussent timidement le long de leurs tuteurs, et les pelleuses creusent déjà les fondations du deuxième atelier. Tous les trois lundis, dans la zone d'activité de Sainte-Florence, sur la route de La Roche-sur-Yon, Louis Vuitton accueille une douzaine de nouveaux salariés. Les compteurs tournent vite, les chiffres se périment à toute allure. " A ce matin, nous en sommes à 192 personnes comptabilise Pascale Tinozzi, directrice de l'établissement.

En mars 2001, ils seront 270, quelques mois avant que le deuxième atelier n'accueille 270 autres ouvrières..."

C'est tout l'est de la Vendée qui presse ainsi le pas de la croissance et fait reculer les frontières du chômage. A quelques kilomètres de Sainte-Florence, Marcel Albert, le maire des Herbiers, évalue le taux de chômage " entre 3 et 3,5 % " dans la commune, contre 11 % au plus fort de la crise. " En 1995, nous devions courir après les entreprises. Aujourd'hui, il ne reste pas 500 mètres carrés de libres ! " Le constructeur de bateaux de plaisance Jeanneau avait laissé des centaines de salariés sur le carreau : Bénéteau, leader mondial de la plaisance, qui a repris Jeanneau, réembauche à tour de bras. Tout autour du centre-ville, c'est dans les centres commerciaux que se lit la croissance : l'Hyper U s'est agrandi l'an dernier, Leclerc l'imité cette année. Cet été, des usines ont fermé trois semaines au lieu de quatre, pour éponger les commandes en souffrance. Plus loin vers la côte de la Loire-Atlantique, pour assouvir la demande provenant des chantiers de Saint-Nazaire, l'ANPE a installé une agence directement dans la gare... C'est aussi toute l'Alsace qui fait connaissance avec le plein-emploi. La région détient le record du plus faible taux de chômage en France : 5,5 %. Jean-Marie Haas, directeur de l'agence ANPE d'Haguenau, égrène et savoure la baisse constatée depuis deux ans dans son arrondissement : 6,4 ; 5,6 ; 4,9 et aujourd'hui 4,5 %. " Et ça baisse encore ! Nous devrions passer sous la barre des 4 % à la fin de l'année. " Son collègue de Wissembourg y est depuis longtemps : son arrondissement affiche 3,3 % "Entre jeudi 15 heures et vendredi 10 heures,

Ici, on a oublié le chômage

Écrit par WEBMASTER TROOSPEANET

Vendredi, 25 Février 2005 20:33 - Mis à jour Samedi, 19 Septembre 2009 20:33

reprend Jean-Marie Haas, " nous avons reçu 60 offres d'emploi. Ce mouvement se fait sentir depuis environ un an, mais il s'est nettement accéléré à partir du mois de mars ". L'agence reste ouverte pendant la pause du déjeuner. " Ce n'est plus suffisant. Pour toucher les gens qui veulent changer d'emploi, peut-être allons-nous ouvrir quelques soirs par semaine en nocturne, jusqu'à 21 heures. " Cet été, l'ANPE a autorisé les allocataires du RMI de la région Alsace à cumuler leur aide avec un salaire pour faire les vendanges, faute de main-d'œuvre. C'est enfin le département des Yvelines qui bat des records à la baisse, avec 5,9 % de chômage. A Saint-Quentin-en-Yvelines, ville nouvelle de la banlieue ouest parisienne, les 100 000 emplois seront bientôt atteints. A Vélizy, les sièges sociaux des grandes entreprises informatiques ont aspiré toute la main-d'œuvre disponible. " Il n'y reste pour ainsi dire plus de demandeurs d'emploi ", assure le directeur départemental du travail.

Un maire : " *Des patrons me réclament des bras* "

La France du plein-emploi existe. Pas partout, bien sûr, mais dans ces bassins qui regorgent d'activité, débordent quelquefois, noyés sous les commandes et à sec de main-d'œuvre. Ils arborent des maisons fleuries, des façades ravalées et des centres-villes ripolinés. Et surtout des salariés qui consomment : des vacances " le camping trois étoiles avec piscine au lieu du camping à la ferme " pour Jean-Marc et sa famille, des voitures " 100 000 francs dont la moitié cash " pour Sylvie, 26 ans, des maisons, à acheter ou à construire. Attablé à son bureau épais en bois massif, interrompu par les gendarmes qui viennent l'informer des derniers détails au sujet de l'installation de gitans dans la commune, Roger Colin, le maire de Pouzauges - une localité de 5 800 habitants qui surplombe le bocage vendéen -, reçoit comme un médecin, toutes les vingt minutes. " Les gens viennent me voir pour des problèmes de voisinage, pour parler des relations avec l'administration ou des anciens qui vieillissent mal, mais beaucoup moins pour des problèmes d'emploi. Aujourd'hui, ce sont les chefs d'entreprise qui prennent rendez-vous, pour que je leur trouve du personnel. " En 1988, la commune touchait 2 millions de francs de taxe professionnelle, elle en perçoit 10 millions actuellement. Ce sont souvent les accords Robien et la loi Aubry sur les trente-cinq heures qui ont accentué la surchauffe et asséché les fichiers de L'ANPE. Christophe Gendreau en avait " marre de la banlieue parisienne ", il est entré comme agent de quai chez le transporteur Graveleau, en Vendée, le jour de l'application des trente-cinq heures dans l'entreprise, voilà un an. Couvreur Zingueur de formation, cariste ensuite, il a "galéré " trois mois en intérim, travaillé treize mois chez Michelin à Cholet. A 31 ans aujourd'hui, il fait ainsi partie des bataillons d'embauchés pour la mise en place des trente-cinq heures, de ces nouveaux salariés aux " neuf semaines et demie de vacances ". Une cinquantaine comme lui sont sur le site de La Verrie chez Graveleau, qui en a embauché 150 autres pour l'ensemble de son réseau. Cette entreprise familiale créée en 1966 " fait aujourd'hui le chiffre d'affaires de l'époque en deux heures ", glisse son directeur des ressources humaines, Jean-Michel Arnaud. Autant dire qu'elle recrute en proportion : 200 personnes cette année, dont une trentaine à La Verrie. Avec parfois bien du mal.

Un cadre à la Réunion pour trouver de la main-d'oeuvre

" En juin, on a fait un "amphi retape" aux Herbiers avec une cinquantaine de jeunes, pour leur présenter notre métier ", poursuit ce DRH. Las ! Aucun jeune n'a donné suite. " La profession de chauffeur routier, même aux trente-cinq heures, n'attire plus quand tous les autres secteurs embauchent. " A nous de redevenir sexy. " Dans quelques jours, l'un des cadres de l'entreprise va faire ses bagages pour l'île de la Réunion. Pas pour des vacances : pour recruter. Le contact s'est fait par l'amicale d'outre-mer d'un centre militaire voisin. " Nous avons fait parvenir nos besoins au Conseil Général. Et nous allons voir si ça intéresse des Réunionnais de venir travailler chez nous... " Toutes les entreprises ne vont pas si loin pour trouver une main-d'oeuvre disponible. A 22 ans, Isabelle Perrocheau est conductrice de ligne chez Fleury Michon, dans l'usine de Montifaut jambons. Ses collègues s'appellent Daniel, Jacky, Didier. Tandis qu'ils empoignent les bobines de film plastique et soulèvent les pains de jambon de 20 kilos dans la salle blanche, Isabelle tourne la manivelle de chariots élévateurs pour monter les jambons à leur hauteur. Les lignes 5, 6 et 7, sur lesquelles glisse un mètre de jambon ont ainsi été adaptées à la corpulence féminine. Faute d'hommes disponibles, l'usine cherche 30 femmes comme elle. Car la France du plein emploi n'est pas celle du plein emploi des femmes : en Vendée comme en Alsace, deux chômeurs sur trois sont des chômeuses. Traditions conservatrices ou vocation industrielle, elles sont comme en temps de guerre les derniers recours lorsqu'il n'y a plus d'hommes. A l'ANPE des Herbiers, Catherine Derré, directrice de l'agence, multiplie les formations de maniement du couteau pour le désossage du jambon ou de stratification pour l'industrie du bateau de plaisance. " Mais il faut encore faire évoluer les mentalités des salariés et des chefs d'entreprise. " Les conditions de travail restent souvent difficiles. Quand elle rentre chez elle le soir, Marjorie s'écroule de fatigue. Elle a dû râler pour obtenir un vestiaire dans l'usine d'ameublement où elle travaille, soulève des dizaines de tables en chêne et autant de bidons de 25 litres de vernis chaque jour. Sans " rien ni personne pour aider ".

" Je retrouve les niveaux de salaire des années 80"

Les salariés recrutés, il reste désormais à les fidéliser. Dans les Yvelines, l'immeuble de la filiale française du groupe informatique américain Sun Microsystems - 80 % de cadres -Migne, comme plusieurs dizaines d'autres, dans la zone d'activité de Vélizy. Là-bas, Anne-Marie Champain ne fréquente jamais de chômeurs : elle ne recrute que des gens déjà en poste, souvent recommandés par des salariés de Sun, qui toucheront une prime de 4 000 à 10 000 francs selon l'urgence du profil recherché. Ensuite, ils peuvent négocier, tel Olivier Roussel, responsable commercial fatigué de quinze années passées chez IBM, qui a obtenu une augmentation de 40 % - soit 580.000 francs annuels -, voiture de fonction comprise, 500 stock-options, et le financement des deux derniers modules de son MBA. Deux fois par an, la " Corp. " - le siège américain - envoie un " pool de stocks " (sic) à sa filiale française pour qu'elle

Ici, on a oublié le chômage

Écrit par WEBMASTER TROOSPEANET

Vendredi, 25 Février 2005 20:33 - Mis à jour Samedi, 19 Septembre 2009 20:33

les distribue aux plus méritants... Résultat, Olivier Roussel croise aujourd'hui dans les bureaux de Sun d'anciens collègues qui viennent eux aussi tenter leur chance. A 500 kilomètres de là, Jean-Paul Bernard a lui aussi franchi le pas de la mobilité il y a trois mois. Loin d'avoir le look start-up, ce commercial a abandonné le paquebot Bull pour une jeune pousse d'entreprise alsacienne. " je suis venu pour me faire plaisir, pour être entrepreneur par procuration. " IMexpert est passé de 8 salariés à 63 en l'espace de deux ans, dont la moitié ont été recrutés ces six derniers mois. " Les gens s'ennuient dans les grands groupes, ils n'ont pas de capacité décisionnelle, commente Paul Humbert, le DRH. Ici, on leur laisse la bride sur le cou. " Tous les deux mois, il fait la tournée des popotes afin de sonder les états d'âme, promet des augmentations de salaire deux fois par an. Pour l'image de l'entreprise, Christine est un bon exemple : embauchée il y a six mois par IMexpert à la sortie de son DESS de géophysique, et après avoir refusé " quatre ou cinq offres ", elle gère plusieurs contrats à 1 million de francs. " Depuis, j'ai déjà été augmentée de 25 %. " Son collègue François relativise. Il a connu la " flamboyance " des salaires des années 80 puis l'effet Golfe " au début de la décennie suivante. " je retrouve les niveaux de salaire de la fin des années 80. je remets donc les choses en perspective. " La croissance revenue, les ouvriers aussi se mettent à rêver à une meilleure entreprise, mais ils sont encore loin de bénéficier de l'euphorie salariale des cadres et des aussi à s'inquiéter de ne pouvoir suivre le rythme de développement de leurs entreprises. A Pouzauges, Roger Colin négocie l'achat d'une douzaine d'hectares supplémentaires à un fermier. Aux Herbiers, c'est Marcel Albert qui se passionne pour son futur plan d'occupation des sols. " Pour faire venir de la main-d'œuvre, nous devons recruter à plus de 50 kilomètres, parce que toutes les villes à 30 kilomètres alentour sont dans la même situation que nous. Pour les accueillir, nous devons impérativement leur trouver des logements ! " En trois ans, les demandes de permis de construire ont triplé dans sa commune, et les prix des maisons ont grimpé de 10 ou 15 %. " Nous, on a des logements ! rebondit Jean-Marie Haas, mais les gens ne viennent pas. Les Français ne sont pas comme les Américains, ils ne mettent pas leur maison sur des roulettes ! " La mobilité géographique, voilà le prochain enjeu des bassins de plein-emploi. Les entreprises commencent à prospecter dans les zones de fort chômage. Bernard Bronn, directeur de L' ANPE de Wissembourg, veut lui mener une expérimentation qui lui permettrait d'aller puiser dans les fichiers ANPE des autres départements. Dans tous ces bassins d'emploi, pourtant, il reste encore des chômeurs, ces quelques pour cent associés au plein-emploi et que, paradoxalement, le dynamisme de leur région pénalise. " Le train roule de plus en plus vite, et il y a des gens qui n'arrivent pas à le rattraper ", reconnaît Jean-Marie Haas. Henri Eberhart a 54 ans. " Quand votre employeur potentiel voit que vous travaillez quarante ans, il sait que vous ne resterez pas longtemps, et il n'aura pas envie de vous embaucher. " Après presque quarante ans de travail, dont vingt chez Général Motors à Stras-bourg, il termine deux années en contrat aidé dans un hôpital, et court après les points de retraite qui lui manquent. Il ne veut plus aller tenter sa chance en Allemagne, où il a déjà travaillé trois ans. " je me suis endormi deux fois sur la voie rapide. Dès que je peux décrocher, je le fais. " Après vingt et un ans passés dans le textile, Viviane Zumstein vient de finir un CDD de huit mois dans un hôpital psychiatrique, comme standardiste. " Tout ça n'est pas aussi rose qu'ils le prétendent. De l'usine, je peux en faire, mais ils savent que je partirai dès que je trouverai autre chose, donc ça ne les intéresse pas. Et si je reste dans la précarité jusqu'à 45 ans, après, je ne trouverai plus rien. " Dans les Yvelines, ces deux mondes de l'emploi coexistent, avec d'un côté la vallée de la Seine aux banlieues difficiles et de l'autre les sièges sociaux des plus grandes entreprises. Les outils du chômage ne sont plus adaptés, les budgets

Ici, on a oublié le chômage

Écrit par WEBMASTER TROOSPEANET

Vendredi, 25 Février 2005 20:33 - Mis à jour Samedi, 19 Septembre 2009 20:33

non plus, de l'avis de Daniel Jeantelete le directeur départemental du travail. " On réduit nos moyens, alors que remettre à l'emploi les 5 % de chômeurs qui restent coûte beaucoup plus cher. " Il se fait ainsi le comptable des années de crise et du plein-emploi retrouvé. " Le taux de chômage ne descend guère sous les 5 %. Il y a vingt ans, le plein-emploi était à 2 % de chômage. Les 3 % qui restent, c'est le public que la crise a cassé. "

Véronique Le Billon